

MODES D'EMPLOI

-  **La nouvelle législation sur les entreprises en difficultés**
n°1, septembre 1994, p. 15-30
-  **La convocation article 34**
n° 2, février 1995, p. 21-24
-  **Le mandat ad hoc**
n° 3, juillet 1995, p. 23-27
-  **Le règlement amiable**
n° 4, novembre 1995, p. 23-29
-  **L'alerte par le commissaire aux comptes**
n° 5, mars 1996, p. 25-34
-  **Le renseignement commercial**
n° 6, juin 1996, p. 37-50
-  **Créances privées et publiques : trouver des solutions**
n° 7, novembre 1996, p. 39-54
-  **La déclaration de créance**
n° 8, mars 1997, p. 43-61
-  **Le dépôt de bilan**
n° 9, juillet 1997, p. 45-56
-  **L'ouverture de la procédure collective pas à pas**
n° 10, décembre 1997, p. 41-52
-  **Le sort des contrats dans la procédure collective**
n° 11, juillet 1998, p. 47-59
-  **Le sort des entreprises dans la procédure collective : continuation, cession ou liquidation**
n° 12, décembre 1998, p. 19-41
-  **Le rang des créanciers**
n° 13, mars 1999, p. 33-44
-  **La responsabilité du dirigeant dans la procédure collective**
n° 14, juillet 1999, p. 19-27
-  **Conseils aux entreprises en difficultés dans leurs démarches vis-à-vis des administrations**
n° 15, décembre 1999, p. 19-22
-  **Se garantir contre les impayés : l'affacturage**
n° 16, juin 2000, p. 17-25
-  **Se garantir contre les impayés : l'assurance-crédit**
n° 17, octobre 2000, p. 21-26
-  **Reprise d'une entreprise en procédure collective**
n° 18, mai 2001, p. 21-28
-  **Transmission d'entreprises dans le cadre de la prévention**
n° 19, novembre 2001, p. 19-24
-  **Que faire face à un impayé ?**
n° 20, juin 2002, p. 25-29
-  **Revendication, restitution. Quelles démarches respecter pour récupérer son bien en cas de procédure collective**
n° 21, décembre 2002, p. 23-27
-  **Adhérer à un centre de gestion agréé**
n° 22 juillet 2003, p. 21-24
-  **Les dispositifs d'aide mis en place par la Mairie de Paris**
n° 23 décembre 2003, p. 19-23
-  **La prévention et le traitement des difficultés au sein de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, 1ère partie : Délégation de Paris et de Seine-Saint-Denis**
n° 24, juillet 2004, p. 23-27
-  **La prévention et le traitement des difficultés au sein de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, 2nde partie : Délégations des Hauts-de Seine et du Val de Marne.**
n° 25, décembre 2004 p. 21-24
-  **Médiation, arbitrage et autres modes contractuels de règlement des conflits, l'expérience du CMAP**
n° 26, juin 2005, p. 27-34
-  **Nouvelle loi de sauvegarde : panorama des procédures de prévention et de traitement des difficultés des entreprises**
n° 27, janvier 2006, p. 27-34
-  **Loi de sauvegarde : caractéristiques des différentes procédures et critères de choix**
n° 28, juillet 2006, p. 29-35
-  **Prévention et dépôt des comptes annuels**
n° 29, janvier 2007, p. 19-26
-  **L'alerte déclenchée par le Président du tribunal**
n°30, juillet 2007, p. 25-34
-  **Le mandat ad hoc**
n°31, décembre 2007, p. 19-25
-  **La conciliation**
n°32, juillet 2008, p. 31-40
-  **L'affacturage**
n°33, février 2009, p. 25-32
-  **Négocier des délais ou des remises avec ses créanciers publics**
n°34, octobre 2009, p. 21-33
-  **L'ouverture de la procédure de sauvegarde**
n°35, août 2010, p. 27-33
-  **Le déroulement de la procédure de sauvegarde**
n°36, mai 2011, p. 27-38
-  **Le plan de sauvegarde ou de redressement**
n°37, décembre 2011, p. 23-34
-  **La cessation des paiements**
n°38, juillet 2012, p. 29-36
-  **La déclaration de créances**
n°39, mars 2013, p. 25-35
-  **La réforme du droit des entreprises en difficulté**
n°40, avril 2014, p. 33-36

INTERVIEWS

- ☞ **André ICARD**, Directeur Général des études de la Banque de France, Face à la reprise économique, quelles perspectives pour les entreprises ? n° 2, février 1995, p. 15-17
- ☞ **Suzanne BELZ**, Directeur général de l'URSSAF de Paris, Le rôle préventif de l'URSSAF de Paris dans la prévention des difficultés, n° 3, juillet 1995, p. 15-20
- ☞ **William NAHUM**, Président du Conseil régional de Paris Île-de-France de l'Ordre des experts-comptables, Le rôle de l'expert comptable dans la prévention des difficultés de l'entreprise, n° 4, novembre 1995, p. 15-19
- ☞ **Lucien REBUFFEL**, Président de la confédération générale des petites et moyennes entreprises, Les PME face au nouveau dispositif de prévention, n° 5, mars 1996, p. 17-21
- ☞ **Philippe JURGENSEN**, Président de SOFARIS, L'aide au financement des petites et moyennes entreprises, n° 6, juin 1996, p. 31-34
- ☞ **Philippe CHALMIN**, Directeur des études économiques de la SFAC, Analyse des défaillances en France et présentation de l'assurance-crédit, n° 7, novembre 1996, p. 33-36
- ☞ **Noël DI CONSTANZO**, Directeur du recouvrement à la Société Générale, **Laurent ROBERT**, juriste à la Société Générale, Le partenariat entre la banque et l'entreprise en matière de prévention ou comment convaincre le dirigeant de recourir au mandat ad hoc ou à la conciliation, n° 8, mars 1997, p. 63-69
- ☞ **Robert PAPIN**, Directeur d'HEC Entrepreneurs, Prévention et formation du dirigeant, n° 9, juillet 1997, p. 39-44
- ☞ **Danielle REVERSEAU**, Chef du département Accueil, Information, Formalités des entreprises à la Délégation de Paris, CCIP, L'accueil du créateur d'entreprise à la Chambre de commerce et d'Industrie de Paris, Délégation de Paris, n° 10, décembre 1997, p. 37-40
- ☞ **Jean ARCAMONE**, Directeur associé de la société ACTES, Relever le challenge de PME industrielles en difficulté, n° 11, juillet 1998, p. 43-45
- ☞ **Marie-Anne FRISON-ROCHE**, Professeur à l'Université de Paris IX Dauphine, Libre propos sur le projet de réforme de la justice commerciale et de l'environnement juridique de l'entreprise, n° 12, décembre 1998, p. 13-17
- ☞ **Anne SPIRITUS-DASSESE**, Président du Tribunal de Commerce de Bruxelles, Le traitement préventif des entreprises en difficulté en Belgique, n° 13, mars 1999, p. 27-31
- ☞ **Gabriel SONIER**, Avocat à la Cour d'Appel de Paris, La mise en œuvre de la responsabilité des dirigeants d'entreprises par les tribunaux de commerce dans le cadre des procédures collectives, n° 14, juillet 1999, p. 15-17
- ☞ **Jean-Claude MARIN**, Procureur de la République adjoint chargé de la division économique et financière du Parquet de Paris, Le rôle du Ministère public dans les procédures de prévention des difficultés et dans les procédures collectives, n° 15, décembre 1999, p. 13-17
- ☞ **Isabelle BRINK**, Avocat, LRM : prévention des risques juridiques, une nouvelle approche, n° 17, octobre 2000, p. 15-20
- ☞ **Bernard MEILLE**, Administrateur judiciaire, Reprise d'entreprises en difficulté, n° 18, mai 2001, p. 17-19
- ☞ **André CHRQUI**, Administrateur judiciaire, Une expérience de transmission d'entreprise en difficulté au cours de la période de prévention, n° 19, novembre 2001, p. 15
- ☞ **Georges GALLET**, Président de chambre et **Albert REINS**, Délégué à la Prévention au Tribunal de Commerce de Paris, **Christian BOURE**, Président de chambre au Tribunal de Commerce de Bobigny, **Jean-Marie MISRAKI**, Président de chambre au Tribunal de Commerce Créteil, L'enquête dite de "préfaillite", n° 20, juin 2002, p. 17-24
- ☞ **Yves CHAPUT**, Directeur Scientifique du CREDA, Professeur de droit à l'Université de Paris I, Le règlement européen relatif aux procédures d'insolvabilité, n° 21, décembre 2002, p. 15-22
- ☞ **Jean-Claude SPITZ**, Président du Conseil Régional Paris Île-de-France de l'Ordre des experts-comptables, L'expert-comptable dans la petite entreprise, n° 22, juillet 2003, p. 17-20
- ☞ **Lyne COHEN-SOLAL**, Adjointe au Maire de Paris chargée du commerce, de l'artisanat, des professions indépendantes et des métiers d'art, Les actions de la Mairie de Paris en direction des petites entreprises, n° 23, décembre 2003, p. 15-17
- ☞ **Monique MILLOT-PERNIN**, Commissaire aux Comptes, La procédure d'alerte menée par le commissaire aux comptes, n° 24, juillet 2004, p. 17-21
- ☞ **Bernard FEUGERE**, Avocat à la Cour, **Georges BOLARD**, Professeur à la Faculté de droit de Dijon, Deux points de vue sur le projet de loi de sauvegarde des entreprises en difficulté, n° 25, décembre 2004, p. 15-20
- ☞ **Georges GALLET**, Président de Chambre au Tribunal de commerce de Paris, Délégué aux procédures collectives, **Henri CHRQUI**, Administrateur Judiciaire, **Jean-Claude PIERREL**, Mandataire judiciaire, Trois regards portés sur la loi de sauvegarde des entreprises, n° 27, janvier 2006, p. 15-25
- ☞ **Thierry JALLON**, chef d'entreprise et **Maurice MEYARA**, Expert-comptable, Commissaire aux comptes, Co-président fondateur de RE-CRÉER, Rebond et loi de sauvegarde, n° 28, juillet 2006, p. 21-27
- ☞ **Claude COILLARD-CHABIR**, Directeur juridique à la CCI de Versailles, La prévention et le traitement des difficultés à la Chambre de commerce de Versailles, n° 29, janvier 2007, p. 15-18
- ☞ **Valérie LELOUP-THOMAS**, Mandataire judiciaire et **Emmanuel HESS**, Administrateur, Regards croisés sur la procédure de sauvegarde, n° 30, juillet 2007, p. 21-24
- ☞ **Thierry MÉTEYÉ**, Directeur de la Délégation Unédic-AGS, Le rôle de l'AGS dans les procédures collectives, n° 31, décembre 2007, p. 15-18
- ☞ **Vincent RAVOUX**, Directeur de l'URSSAF et **Jean HUE**, Directeur-adjoint de l'URSSAF, L'URSSAF de Paris-Région parisienne et les entreprises en difficulté, n° 32, juillet 2008, p. 21-29.

☞ **Jean-Pierre CONRIÉ**, Receveur général des finances. L'action de l'État en matière de prévention et de traitement des difficultés des entreprises. n°33, février 2009, p. 19-24.

☞ **Christophe THEVENOT**, Administrateur judiciaire, Président de l'ASPAJ. Les remises de dettes des créanciers publics dans le cadre de la loi de sauvegarde. n°34, octobre 2009, p. 17-20.

☞ **Gérard RAMEIX**, Médiateur national du crédit, **Jean-Luc SAUVAGE**, Médiateur délégué du crédit, chargé des relations avec les tribunaux de commerce. La médiation du crédit et la prévention des entreprises en difficultés. n°35, août 2010, p. 21-25.

☞ **Jean-Claude VOLOT**, Médiateur national. La médiation des relations inter-entreprises industrielles et de la sous-traitance : pour une prévention des conflits ? n°36, mai 2011, p. 21-26.

☞ **Agnès BRICARD**, Présidente du Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables. Les actions de la profession comptable en direction de la petite entreprise, en matière de financement. n°37, décembre 2011, p. 17-22.

☞ **Guy ELMALEK**, Juge délégué à la prévention au Tribunal de commerce de Paris. La cellule de prévention au Tribunal de commerce de Paris, n°38, juillet 2012, p. 25-28.

☞ **Yves LELIEVRE**, Président du Tribunal de commerce de Nanterre. La prévention au Tribunal de commerce de Nanterre, n°39, mars 2013, p. 21-24.

☞ **Étienne LEBERT**, Conseiller développement et prévention de la CCI Essonne. L'action et le parcours d'un conseiller de la CCI Paris Ile-de-France auprès des entreprises en difficulté, n°40, avril 2014, p. 29-32.

AUTRES DOCUMENTS

◆ **Anne GAZENGEL** et **Philippe THOMAS**, Professeurs à l'ESCP, Le point sur l'analyse économique des défaillances d'entreprises, n° 2, février 1995, p. 25-30

◆ **Raymond MAËDER**, Professeur à HEC, Passifs des procédures collectives : des risques pris par les créanciers au coût pour la collectivité, n° 3, juillet 1995, p. 29-46

◆ **Régis BLAZY**, Doctorant à Paris IX Dauphine - CERPEM et **Jérôme COMBIER**, Administrateur de l'INSEE, Causes de la défaillance des entreprises et déroulement de la procédure collective, n° 4, novembre 1995, p. 31-47

◆ **Colloque du 15 novembre 1995** - La prévention des difficultés des entreprises, nouveau et pratique, n° 5, mars 1996, p. 35-49

◆ **Jean-François MARTIN**, Avocat, Le rôle de l'avocat dans la prévention des difficultés des entreprises, n° 6, juin 1996, p. 51-57

◆ **Sandra BIENVENU**, Juriste à la CCIP, Le soutien abusif des entreprises : principes de la responsabilité du banquier, n° 7, novembre 1996, p. 55-70

◆ **Elizabeth MARTINEAU**, Rédacteur en chef de la Lettre, La rupture abusive de crédit aux entreprises : principes de la responsabilité du banquier, n° 8, mars 1997, p. 53-61

◆ **Conférence débat du 19 juin 1997** - Bien connaître et maîtriser les outils de la prévention, n° 9, juillet 1997, p. 57-73

◆ **Etienne REGNARD**, Greffier honoraire du Tribunal de commerce de Paris, Commentaire sur l'ouverture des procédures collectives devant le Tribunal de commerce de Paris, n° 10, décembre 1997, p. 33-35

◆ **Paméla LÉBOUCHÉ**, Juriste à la CCIP, Délais de paiements : état des lieux, n° 10, décembre 1997, p. 53-58

◆ **Claudine ALEXANDRE-CASELLI**, Responsable de la cellule statistique au CREDA-CCIP, La cessation des paiements : éléments de détermination de la durée de la

période suspecte, 1995-1997, n° 12, décembre 1998, p. 35-41

◆ **Colloque du 5 mai 1998** - Jeunes entreprises : une prévention adaptée, n° 12, décembre 1998, p. 43-48

◆ **Dominique BOUCHERY**, Directeur des affaires contentieuses générales à la Société Générale, Créateurs d'entreprises : quels sont les dix indicateurs de dépôt de bilan ? n° 13, mars 1999, p. 45-50

◆ Bogue de l'an 2000 et responsabilités des entreprises, n° 14, juillet 1999, p. 29-30

◆ **Jean MORIN**, Président du Tribunal de commerce de Lyon, Sur la mise en œuvre de la responsabilité des dirigeants d'entreprise par les tribunaux de commerce, n° 15, décembre 1999, p. 23-24

◆ **CREDA** - Un forum de discussion consacré au droit des procédures collectives, n° 16, juin 2000, p. 27-28

◆ Opportunités et pièges de la reprise d'une entreprise en difficulté, n° 18, mai 2001, p. 29-31

◆ **Agnès BRICARD**, Présidente du Conseil régional Paris Île-de-France de l'Ordre des experts-comptables et **Georges TEBOUL**, Avocat, La cessation des paiements : approche pratique par les conseils de l'entreprise, n° 19, novembre 2001, p. 25-27

◆ La médiation commerciale, 10 ans après la loi de 1995 : bilan et perspective. Synthèse du petit-déjeuner AFFIC du 26 janvier 2005, n° 26, juin 2005, p. 19-25

◆ **Bernard LASSERRE**, Consultant et Responsable de la communication internationale du CMAP, La médiation : au-delà de l'alternative, la complémentarité, n° 26, juin 2005, p. 35-41

◆ **Thierry MONTERAN**, avocat à la Cour, Médiateur au CMAP, Médiation et sauvegarde des entreprises, n° 26, juin 2005, p. 42-47

- ◆ **Claudine ALEXANDRE-CASELLI**, Rédacteur en Chef - OCED et **Vincent REDURON**, Chargé d'études économiques - CROCIS. Situation financière des TPE franciliennes : tensions relevées dans la distribution de carburants et la restauration rapide. n°30, juillet 2007, p. 35-37
- ◆ **Claudine ALEXANDRE-CASELLI**, Rédacteur en Chef - OCED et **Yves BURFIN**, chargé d'études - CROCIS. Situation financière des TPE franciliennes : des zones de fragilité pour les secteurs des services personnels. n°32, juillet 2008, p. 41-43
- ◆ **Claudine ALEXANDRE-CASELLI**, Rédacteur en Chef - OCED et **Yves BURFIN**, chargé d'études - CROCIS. Situation financière des TPE franciliennes : un niveau d'activité détérioré pour les secteurs de la restauration traditionnelle et des débits de boissons. n°34, octobre 2009, p. 35-37
- ◆ **Claudine ALEXANDRE-CASELLI**, Rédacteur en Chef - OCED et **Yves BURFIN**, chargé d'études - CROCIS. Situation financière des TPE franciliennes : commerce, entretien et réparation de voitures et de moto-cycles. n°35, août 2010, p. 35-37
- ◆ **Claudine ALEXANDRE-CASELLI**, Rédacteur en Chef - OCED et **Yves BURFIN**, chargé d'études - CROCIS. Situation financière des TPE franciliennes : boulangerie et restauration rapide. n°37, décembre 2011, p. 35-37
- ◆ **Agnès BRICARD**, Présidente du Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables. La seconde chance des chefs d'entreprises en difficulté : un réel atout pour la croissance et l'emploi (novembre 2012), n°39, mars 2013, p. 37-38
- ◆ **Didier KLING**, Vice-président trésorier de la CCI Paris Ile-de-France et Président de l'OCED et **Yves LELIÈVRE**, Président du Tribunal de commerce de Nanterre et Président de la Conférence générale des juges consulaires de France. Tribune libre : libre propos sur les réformes du Livre VI du Code de commerce et de la justice consulaire, n°40, avril 2014, p. 37-44

NUMÉROS SPÉCIAUX

- ◆ **Enquête du CREDA sur les plans de redressement**
n° spécial - décembre 1995
- ◆ **La prévention, mode d'emploi**
n° spécial - mai 1998 (épuisé)
- ◆ **Pour faire face aux difficultés de l'entreprise, les atouts du dirigeant**
n° spécial - 1999
- ◆ **La prévention, mode d'emploi**
n° spécial - décembre 2000
- ◆ **Les procédures d'insolvabilité : Italie, Belgique, Allemagne**
n° spécial - juin 2004
- ◆ **Les procédures d'insolvabilité : Grande-Bretagne, Etats-Unis.**
n° spécial - mars 2005
- ◆ **Les apports de la loi de sauvegarde : Anticipation - Négociation**
Colloque du mardi 13 septembre 2005
n° spécial - décembre 2005
- ◆ **La loi de sauvegarde : quels apports à l'aune d'expériences vécues - Colloque du vendredi 23 janvier 2009,**
n° spécial - mai 2009

ZOOM SUR

- 🔑 **Les difficultés des start-up**, ZOOM SUR n°1, février 2002
- 🔑 **Le traitement des difficultés des entreprises**, ZOOM SUR n°2, juin 2002
- 🔑 **La réforme de la prévention et des procédures collectives**, ZOOM SUR n°3, décembre 2003
- 🔑 **Les conséquences sociales des procédures collectives**, ZOOM SUR n°4, septembre 2004
- 🔑 **Les sanctions en matière de procédures collectives**, ZOOM SUR n°5, décembre 2005
- 🔑 **Un premier bilan d'application de la loi de sauvegarde**, ZOOM SUR n°6, février 2007
- 🔑 **Droits anglais et français de l'insolvabilité : convergences et divergences**, Zoom sur n°7, mars 2008
- 🔑 **Droits allemand et français de l'insolvabilité : convergences et divergences**, Zoom sur n°8, novembre 2009
- 🔑 **Droits belge et français de l'insolvabilité : convergences et divergences**, Zoom sur n°9, juillet 2010
- 🔑 **La prévention : nouvelles pratiques, nouveaux acteurs**, Zoom sur n°10, février 2011
- 🔑 **La prévention : nouvelles pratiques, nouveaux acteurs**, Zoom sur n°10, février 2011
- 🔑 **La sauvegarde financière accélérée : prepack à la française**, Zoom sur n°11, juillet 2011